La religion à l'école en Allemagne

Débats actuels

Religion in schools in Germany

La religión en la escuela en Alemania

Peter Schreiner

Traducteur : Lucile Bruand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1436>

DOI : 10.4000/ries.1436

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 27-36

ISBN : 978-2-85420-561-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Peter Schreiner, « La religion à l'école en Allemagne », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 36 | septembre 2004, mis en ligne le 18 novembre 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1436>

La religion à l'école en Allemagne*

Débats actuels

Peter Schreiner

L'ÉTAT ET LA RELIGION

Il faut considérer deux points quand on aborde la question de l'État et de la religion : d'une part, sur le plan juridique, la place de la religion dans un État séculier et d'autre part son poids. Les liens intrinsèques entre l'Église et l'État ont marqué l'histoire de l'Allemagne jusqu'au début du XX^e siècle. Depuis la constitution de Weimar (1918-1919) et surtout depuis la Loi fondamentale (1949), l'Allemagne a nettement rompu avec ce passé. Elle est aujourd'hui un État séculier, philosophiquement neutre¹ et ouvert à la religion. C'est bien là la différence avec un État laïque comme la France où la religion se doit d'être proscrite de toute manifestation publique. En Allemagne, le droit fondamental de la liberté de religion est garanti dans la Constitution (article 4, 1^{er} et 2^e alinéas de la Loi fondamentale)² et l'État s'engage à la neutralité philosophique. Cette neutralité impose une prise en compte de la religion et ne justifie pas de mainmise sur les valeurs culturelles et les convictions de la société. La liberté de religion, juridiquement garantie, ne signifie pas seulement la liberté d'avoir ou non une religion (liberté de religion négative), mais aussi celle de choisir sa religion (liberté de religion positive). Elle impose à l'État de laisser suffisamment de place à l'exercice des convictions religieuses et au développement de la personnalité de l'individu sur le plan philosophico-religieux. L'instruction religieuse dans l'enseignement public sert à préserver à l'individu l'exercice d'un droit fondamental. C'est la même question qui est soulevée quand on parle de la valeur qu'il faut donner à la religion dans l'enseignement public.

Sur les quatre-vingt-deux millions d'habitants en Allemagne, les chrétiens représentent 65,7 %, dont 42,9 % de catholiques (principalement dans le sud de l'Allemagne) et 41,6 % de protestants (Église réformée, unie ou luthérienne) auxquels il faut ajouter les musulmans (2,7 %), les juifs (0,1 %) et les autres confessions (12,2 %). La situation sur le territoire de l'ex-RDA

* Article traduit par Lucile Bruand.

1. Cf. Ernst-Wolfgang Böckenförde, « Religion im säkularen Staat » in R. Isak, H. Schmid (Hg.) *Christen und Muslime in Deutschland*, Freiburg : Verlag der Katholischen Akademie der Erzdiözese Freiburg, 2003, 11-25.

2. Art 4, 1^{er} alinéa : « la liberté de croyance et de conscience et la liberté de professer des croyances religieuses et philosophiques sont inviolables » ; 2^e alinéa : « le libre exercice du culte est garanti. »

(République démocratique d'Allemagne) est bien différente : la proportion de chrétiens n'y est que de 28 % et les autres religions y sont quasi inexistantes. On considère que l'ex-RDA et la République tchèque sont des territoires majoritairement dépourvus de religion³. Parallèlement, nous constatons la présence accrue des religions non chrétiennes dans notre vie quotidienne, notamment dans les grandes villes. L'islam se manifeste sous la forme de plusieurs millions de concitoyens que nous côtoyons à l'école et dans la rue. L'installation progressive de l'islam en Allemagne a contribué à une plus grande visibilité de la religion. La question du voile (les professeurs musulmanes doivent-elles ou non en porter un ?), la construction de mosquées et bien d'autres thèmes touchant à la cohabitation avec les musulmans ont mis la religion et ses différentes facettes au cœur du débat public.

Les rapports avec le judaïsme sont à jamais marqués par l'holocauste dont les Allemands ont à répondre et par les formes de commémoration qu'il a impliquées. Ces dernières années, de nombreuses communautés juives connaissent une nouvelle dynamique grâce à l'immigration de juifs venus de Russie. L'Allemagne est un pays à majorité chrétienne. Les revendications publiques de l'Église vis-à-vis de la société, notamment sa participation active à l'éducation, à la formation et son implication dans le domaine social et culturel ne sont pas remises en question. Mais, en même temps, les Églises ont perdu leur influence – jadis prépondérante – dans la société. Elles se retrouvent dans une société plurielle où, sur le « marché » de la quête du sens, plusieurs offres se font concurrence. La structure de la religion évolue : on constate une multiplication et une individualisation de la religion qui vont de pair avec une perte de vitesse des formes institutionnelles de la religion.

La séparation de l'Église et de l'État, ancrée dans la loi, favorise l'autonomie et l'indépendance de l'État et des communautés religieuses en les dissociant sur le plan de l'organisation de leurs institutions. Il existe cependant, en Allemagne, des « vestiges » de la coopération entre État et communautés religieuses, forgés par l'Histoire et que l'on a tenu à conserver⁴. L'instruction religieuse et la participation des communautés religieuses à la définition de ses contenus en font partie.

Par ailleurs, l'expérience douloureuse du totalitarisme a conduit le peuple allemand tout entier à considérer comme son devoir d'inscrire « sa responsabilité devant Dieu et les hommes » dans le préambule de sa Constitution, la Loi fondamentale de 1949.

3. Cf. M. Tomka, P.M. Zulehner, *Religion im gesellschaftlichen Kontext Ost(Mittel)Europas*, Ostfildern: Schwabenverlag 2000, 14-30.

4. Les facultés de théologie dans les universités en sont un exemple ou encore l'instruction religieuse comme discipline à part entière dans l'enseignement ; le repos dominical et les jours fériés (religieux) reconnus et garantis par l'État ; le ministère pastoral institutionnel en milieu militaire, pénitencier ou hospitalier et le prélèvement fiscal reversé aux communautés religieuses.

La société civile a, de jour en jour, plus d'importance et les communautés religieuses suivent de très près à cette évolution. La société civile est « une sphère où l'action sociale se situe entre l'économie et l'État » avec un intérêt marqué pour les institutions laïques et non étatiques. L'Église protestante prend de plus en plus une place d'« institution intermédiaire » dans la société civile⁵, au sein d'un « triangle État-Église-société », et entend bien être comprise comme telle : elle est à la fois un des maillons de la structure de la société et une passerelle entre les diverses cultures et symboles de cette société⁶.

Trois caractéristiques sont à retenir dans ce contexte : la diversité des éléments réunis dans une société civile, l'autonomie des différentes organisations et institutions et, enfin, le sens citoyen et le courage citoyen, c'est-à-dire la disponibilité des citoyens à s'investir personnellement dans le maintien et le renouveau de la société civile. L'influence de l'Église sur la société et la prise en compte de sa responsabilité est, d'après Wolfgang Huber, perceptible dans la responsabilité qui lui incombe en matière d'éducation, dans le combat qu'elle mène pour la justice et dans son devoir de charité⁷.

RELIGION ET COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Nous montrerons la place de la religion et l'implication des communautés religieuses à travers trois exemples : les fondements légaux du système éducatif, le pluralisme de l'enseignement et l'instruction religieuse dans les établissements publics.

Sur la base du rapport existant entre l'État et la religion et en référence à la Loi fondamentale, on a intégré l'importance de l'orientation religieuse dans les lois scolaires des seize Länder. En Bavière, par exemple, l'objectif éducatif est « le respect de Dieu » ou « la considération des convictions religieuses », en Bade-Wurtemberg, l'éducation et la formation se font « dans la conscience de Dieu et dans l'amour chrétien de son prochain » et en Hesse, la mission éducative de l'école repose sur « la tradition humaniste et chrétienne »⁸. On ne peut donc pas dissocier la dimension religieuse du concept général d'éducation, même si la relation religion-éducation se limite de plus en plus souvent à la question de l'instruction religieuse. Les services religieux à l'école pour célébrer

5. Cf. Wolfgang Huber, *Kirche in der Zeitenwende*, Gütersloh 1998 ; Friedrich Schweitzer, « Religionsunterricht in der Bürgergesellschaft : Ein neuer Horizont für Protestantismus und Bildung ? » in H. Rupp u.a. (Hg.), *Zukunftsfähige Bildung und Protestantismus*, Stuttgart. Calwer Verlag 2002, 183-193 ; Friedrich Schweitzer, « Zivilgesellschaft – Schule – Religion » in C.T. Scheilke, F. Schweitzer (Hg.), *Religion, Ethik, Schule*, Münster : Waxmann 1999, 295-307.

6. W. Huber, 269.

7. Cf. supra 293-328.

8. Dans la structure fédérative de la République fédérale d'Allemagne, la responsabilité du système éducatif relève de la compétence de chacun des seize Länder.

le début ou la fin de l'année scolaire ou toute autre forme de ministère pastoral sont bien ancrés dans le paysage scolaire de nombreuses régions.

Un autre lieu où se manifeste la responsabilité éducative des communautés religieuses est l'enseignement privé. Les écoles catholiques et protestantes représentent la majeure partie des écoles non publiques d'Allemagne. Les autres confessions (l'islam et le judaïsme) n'existent que de manière isolée. Les communautés religieuses participent directement au système éducatif public dans les écoles, particulièrement dans le domaine de l'éducation élémentaire et de la formation générale. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix et la chute du Mur, il y a eu en ex-RDA une vague de création d'écoles protestantes à l'instigation de parents qui voulaient faire bénéficier leurs enfants d'une éducation différente de celle qu'ils avaient reçue⁹. On dénombre au total 980 établissements protestants avec 141 000 élèves et 1 146 établissements catholiques avec 370 000 élèves. Les écoles chrétiennes sont le témoignage de « la responsabilité chrétienne de l'État et de la société dans la formation, l'éducation et l'enseignement »¹⁰. Tout comme les autres groupes de représentants des écoles libres, les écoles chrétiennes sont une illustration d'une garantie constitutionnelle : l'État ne doit pas avoir le monopole scolaire ; il doit assurer financièrement la liberté des écoles sous tutelle d'autres organismes. C'est ainsi qu'il applique un pluralisme affiché entre enseignement public et privé en matière d'éducation¹¹. Même si les écoles privées insufflent une dynamique nouvelle à l'enseignement public, elles ne jouent cependant pas un grand rôle quantitativement parlant. La proportion d'élèves scolarisés dans l'enseignement privé est de 6 % avec une tendance à la hausse ces dernières années¹². De plus, il existe un très grand nombre de jardins d'enfants gérés par les Églises.

La responsabilité des communautés religieuses en matière d'éducation est surtout prise en compte dans les institutions scolaires publiques. D'abord, la dimension philosophico-religieuse fait partie intégrante de la mission publique de l'éducation. Les communautés religieuses participent à l'élaboration du système scolaire par des publications régulières et des contributions diverses aux débats en cours. Les communautés religieuses s'intéressent à une éducation faisant référence à la dimension humaine et sont partisans d'une conception de l'éducation plurielle et non restreinte¹³. Par ailleurs, l'instruction religieuse est

9. Sur les 282 établissements d'enseignement général actuellement existant, 98 ont été créés depuis 1991 dans les Länder de l'Est (www.ekd.de). À propos de la situation des établissements protestants, voir Christoph Th. Scheilke, Martin Schreiner (Hg.): *Handbuch Evangelischer Schulen*, Gütersloh: Gütersloher Verlagshaus 1999.

10. Martin Schreiner, *Theologische und pädagogische Begründungszusammenhänge evangelischer Schulen*, In: *Handbuch Evangelischer Schulen* (Remarque 7), 24-35, citation : 29.

11. Loi fondamentale, art. 7, al. 4 : « Le droit de fonder des écoles privées est garanti. Les écoles privées qui se substituent aux écoles publiques doivent être agréées par l'État et sont soumises aux lois des Länder. »

12. Klaus Klemm/Peter Krauss-Hoffmann, « Evangelische Schulen im Spiegel von Selbstdarstellung und Elternurteil », in *Handbuch Evangelische Schulen* (remarque 7), 60-79.

13. Cf. Ici la publication de l'Église évangélique en Allemagne : *Maße des Menschlichen. Evangelische Perspektiven zur Bildung in der Wissens- und Lerngesellschaft*, Gütersloh : Gütersloher Verlagshaus 2003.

une matière obligatoire dans tous les établissements publics et elle est ancrée dans la Constitution. Sans remettre en cause le droit de contrôle de l'État, les communautés religieuses sont responsables des contenus de cet enseignement dispensé « conformément aux principes des communautés religieuses » (article 7, 3^e alinéa de la Loi fondamentale).

Instruction religieuse ¹⁴

L'avenir de l'instruction religieuse a été au centre des débats au moment de la séparation de l'Église et de l'État. On a même fait totalement disparaître l'instruction religieuse des écoles publiques pendant une brève période. L'Église a suivi une autre voie en favorisant une large implantation d'écoles confessionnelles avec l'instruction religieuse. Finalement, c'est l'école dite « d'enseignement simultané » qui s'est imposée : une école publique où l'on enseigne l'instruction religieuse protestante, catholique, ou juive le cas échéant, voire d'autres.

C'est cette solution aussi qui a été choisie lors de la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et de l'adoption de sa Constitution, la Loi fondamentale, en 1949. Dans l'article 7, 3^e alinéa, il est dit que l'instruction religieuse est une « matière d'enseignement régulière » ; dès lors, elle est dispensée dans tous les établissements et donc bien évidemment aussi dans les établissements publics « conformément aux principes des communautés religieuses ». Les communautés religieuses non chrétiennes y sont expressément mentionnées. Il y a, dans certains Länder, des cours d'instruction juive ou orthodoxe mais l'absence d'organisation juridique des communautés musulmanes rend difficile l'introduction de cours d'instruction musulmane, pourtant instamment nécessaires. Les statuts des cours d'instruction religieuse sont fixés par les Länder qui travaillent en coopération avec les communautés religieuses. Seule exception à une instruction religieuse dispensée par confession : les Länder dans lesquels l'article 7, al. 3, 1^{re} phrase n'est pas applicable car une disposition sur l'instruction religieuse comme matière d'enseignement dans les écoles non confessionnelles y était en vigueur au 1^{er} janvier 1949 (« clause de Brême », valable également à Berlin) ¹⁵. La coopération entre l'État et les communautés religieuses en ce qui concerne l'instruction religieuse ne constitue pas, pour les Allemands, une atteinte au principe de séparation de l'Église et de l'État. L'État est philosophiquement neutre (art. 4 de la Loi fondamentale) ;

14. Le rapport de la Conférence des ministres des Affaires culturelles et de l'Éducation peut donner un aperçu des grandes lignes sur la question : *Zur Situation des Evangelischen Religionsunterrichts in der Bundesrepublik Deutschland*, Bonn 2002 ; de même le recueil d'articles : « Religionsunterricht in Deutschland », in Norbert Mette, Folkert Rickers (Hg.), *Lexikon der Religionspädagogik*, Neukirchen-Vlyun: Neukirchener, Spalte 1775 - 1833; Reinhard Frieling, Christoph Th. Scheilke (Hg.), *Religionsunterricht und Konfessionen*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht 1999 ; on y trouvera aussi des extraits de documents de référence, pour l'Église évangélique : *Denkschrift der EKD : Identität und Verständigung. Standort und Perspektiven des Religionsunterrichts in der Pluralität*, Gütersloh : Gütersloher Verlagshaus 1994 ; pour l'Église catholique : Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz (Hg.), *Die bildende Kraft des Religionsunterrichts. Zur Konfessionalität des katholischen Religionsunterrichts*, Bonn 1996.

15. Référence juridique : art : 141- Loi fondamentale.

personne ne peut être victime de discrimination à cause de son appartenance religieuse. Aussi l'État ne peut-il ni dicter ni établir les contenus du cours d'instruction religieuse. Cette fonction est déléguée aux communautés religieuses dans leur quasi-totalité. Elles « soulagent » l'État d'un devoir qu'il n'est pas en mesure d'assurer¹⁶. Le concept de contenus de l'instruction religieuse relevant de la compétence des communautés, tout en laissant la responsabilité générale du système éducatif à l'État, a permis à l'Allemagne de conserver l'instruction religieuse à l'école, même après la séparation de l'Église et de l'État. L'État reconnaît la valeur éducative de la religion dans les textes en vigueur mais, obéissant à son obligation de neutralité philosophique, il renonce en même temps à répondre à la question du sens ou de la religion elle-même. Ce mode de fonctionnement a été parfaitement concevable tant que les communautés religieuses concernées se sont limitées, de fait, aux deux confessions chrétiennes, le protestantisme et le catholicisme. De nouveaux défis sont apparus avec la transformation de l'Allemagne en une société multiculturelle et multireligieuse. Le défi est de savoir si l'on doit continuer à offrir une instruction religieuse aux enfants de confession juive, musulmane ou orthodoxe. La question de l'organisation d'un cours d'instruction musulmane est particulièrement pressante compte tenu des huit cent mille élèves musulmans d'Allemagne.

Depuis de nombreuses années, des variantes sont proposées aux enfants qui ne participent pas aux cours d'instruction religieuse. Pour remplacer le cours de religion, certains Länder ont institué, depuis les années soixante-dix, un cours d'éthique (Bade-Wurtemberg, Hesse, Rhénanie-Palatinat, Saxe, Saxe-Anhalt), de valeurs et normes (Basse-Saxe), de philosophie pratique (Brême, Schleswig-Holstein, Mecklembourg-Poméranie, Rhénanie-Westphalie). On y aborde également les questions religieuses, mais plutôt à titre d'information et avec distanciation. Jusqu'à l'âge de la majorité religieuse (quatorze ans), les parents peuvent retirer leur enfant du cours d'instruction religieuse, la décision étant ensuite laissée aux jeunes¹⁷. Les désistements représentent moins de 5 % sur l'ensemble du territoire.

De nombreuses raisons justifient l'instruction religieuse à l'école et, au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, elles se sont avérées incontournables. On justifie cet enseignement par l'importance historique et culturelle du christianisme, par la quête de repères de la société actuelle (repères, par exemple, des fêtes et rites religieux ou repères d'une culture dans son ensemble avec ses croyances et sa civilisation), par des modèles anthropologiques (disposition de l'homme à la transcendance), par des perspectives de développement psychologique vers une évolution religieuse dès un très jeune âge ou dès l'adolescence

16. E.W. Böckenförde : « l'État vit de postulats qu'il ne peut créer lui-même ».

17. En cas d'abandon du cours d'instruction religieuse, l'élève suit obligatoirement l'enseignement non confessionnel de substitution jusqu'à l'âge de quatorze ans (NdT).

(« le droit de l'enfant à la religion ») et enfin par la liberté de religion positive telle que l'entend la Loi fondamentale et à laquelle chacun doit pouvoir accéder.

Ces dernières années, la question de l'instruction religieuse à l'école et de son enseignement par confession fait l'objet d'un débat très controversé. La publication par l'Église évangélique d'Allemagne (EKD), en 1994, de *Identité et compréhension : où et comment enseigner la religion dans la pluralité ?*¹⁸ a montré qu'à l'avenir, l'instruction religieuse devra gagner en crédibilité en s'inscrivant dans une logique de culture scolaire et qu'une éducation à la religiosité sera au contraire un frein à son développement.

La répartition par confession est d'ailleurs de plus en plus remise en question pour des raisons théologiques. L'argumentation s'appuie sur la nécessité d'une coopération œcuménique, à l'opposé d'un enseignement strictement réparti par confession.

L'Église évangélique plaide depuis quelques années pour un modèle de cours auquel les confessions coopéreraient et dans lequel l'enseignement religieux serait, au moins en partie, supra confessionnel. L'Église catholique est réticente, même s'il existe des coopérations tout à fait officielles au niveau régional (en Basse-Saxe, par exemple). Des formes concrètes de coopération applicables dans les écoles, dans l'administration scolaire et dans la formation initiale et continue des professeurs ont été exposées dans une prise de position officielle de l'Église évangélique d'Allemagne et de la Conférence épiscopale allemande, parue en 1998¹⁹.

DÉBATS PUBLICS SUR LA RELIGION

Les crucifix dans les classes

La Première chambre de la Cour constitutionnelle fédérale a statué en 1995 : apposer une croix ou un crucifix dans des salles de classe d'une école publique obligatoire et non confessionnelle est contraire à l'art. 4, al. 1 de la Loi fondamentale qui garantit la liberté de culte. En même temps, le tribunal a déclaré que le règlement du droit scolaire bavarois jusque-là en vigueur (§ 13, al. 1, 3^e phrase du règlement des écoles primaires), qui impose une croix dans toutes les salles de classe, était incompatible avec la Loi fondamentale et l'a donc annulé. Un couple de parents avait porté plainte contre la Constitution. Leurs enfants, soumis à la scolarité obligatoire, subissaient, argumentaient-ils, une

18. *Denkschrift der EKD: Identität und Verständigung. Standort und Perspektiven des Religionsunterrichts in der Pluralität*, Gütersloh, 1994.

19. Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz/Kirchenamt der EKD (Hg.) : *Die Deutsche Bischofskonferenz und die Evangelische Kirche in Deutschland (EKD) : Zur Kooperation von Evangelischem und Katholischem Religionsunterricht*, Würzburg, Hannover 1998.

influence chrétienne à cause du crucifix ou de la croix apposés dans les salles de cours ; c'était contraire à leurs positions philosophiques.

L'État libre de Bavière a appliqué le jugement de la Cour constitutionnelle fédérale, jugement violemment critiqué par les hommes politiques des partis chrétiens, en trouvant une échappatoire : en 1995, le Landtag de Bavière a promulgué une loi sur les crucifix qui conserve l'apposition obligatoire des croix mais prévoit une « clause de contradiction » qui règle les conflits en cas de désaccord des parents.

Réintroduction du cours de religion en Brandebourg

En 1996, le gouvernement régional de l'État de Brandebourg a pris la décision d'instaurer une nouvelle matière d'enseignement intitulée « conception de vie-éthique-religion » (*Lebensgestaltung-Ethik-Religionskunde, LER*), ce qui a parfois provoqué de vives discussions sur la façon d'assurer de façon pertinente la formation éthique et religieuse dans l'enseignement public. Après l'élaboration scientifique d'un concept (1992-1995)²⁰ et une expérimentation pédagogique d'un an (1995/1996), le gouvernement régional a opté pour l'introduction de la *LER* comme matière obligatoire et refusé l'enseignement de l'instruction religieuse, comme c'était le cas dans les quatre autres nouveaux Länder. Les contenus de ce nouvel enseignement découlent de la mission éducative et formatrice de l'école. Il doit « guider les élèves pour qu'ils soient en mesure de concevoir leur vie de façon autonome et responsable et les aider à s'orienter seuls et en connaissance de cause dans une société pluraliste et démocratique où la quête de sens et les représentations des valeurs sont multiples. Cette matière vise à transmettre les valeurs de base qui vont donner un sens à la vie, la connaissance des traditions, de l'éthique et de la morale, les principes élémentaires d'une opinion et d'une idéologie, les fondements de la religion et de la philosophie » (Lois scolaires du Brandebourg, § 11, al. 2). On doit enseigner cette matière en prenant en compte la liberté religieuse et la neutralité religieuse et philosophique sans pour autant être neutre en ce qui concerne les valeurs. Le fil conducteur de cette démarche didactique est de bien montrer à quel point les trois termes, « conception de vie – éthique – religion » sont imbriqués les uns dans les autres. Il faut se demander ici si la transmission de valeurs peut être neutre philosophiquement, si la part des connaissances religieuses enseignées suffit à faire comprendre le principe élémentaire de liberté religieuse positive (expression de la religion) et, enfin, si les exigences d'une matière qui s'appuie sur les actes et le vécu n'entre pas en concurrence avec la liberté religieuse négative.

20. Cf. Achim Leschinsky u.a., *Vorleben oder nachdenken?*, Frankfurt a.M. 1996.

tive (droit d'avoir ou non une religion)²¹. Les Églises, certains parents et des hommes politiques ont contesté devant les tribunaux l'introduction de la *LER* en tant que matière obligatoire. La bataille juridique s'est soldée par un compromis qui a revalorisé l'instruction religieuse que les élèves peuvent désormais suivre à la place de la *LER*. Les Églises et le ministère de l'Éducation du Brandebourg ont signé des conventions pour rétablir et améliorer l'instruction religieuse.

La question du voile

Les professeuses musulmanes sont-elles autorisées à porter le voile dans les écoles publiques? Cette querelle juridique a relancé en Allemagne le débat de la relation entre l'Église et l'État. Une candidate musulmane à l'enseignement dans les écoles primaires et du 1^{er} cycle du Bade-Wurtemberg s'est vu refuser sa candidature parce qu'elle exigeait de porter le voile en classe. L'administration scolaire a estimé qu'elle enfreignait la neutralité philosophico-religieuse. La Cour constitutionnelle fédérale a déclaré, dans une décision prise à la majorité, que l'interdiction et la tolérance du port du foulard à l'école étaient, l'une et l'autre, juridiquement conformes à la Constitution²². Toutefois, la Cour constitutionnelle fédérale demande une législation, pour l'interdiction du voile, qui définisse les critères et la procédure de la décision. Il s'agit d'arriver à un équilibre juridique et à une considération égale de quatre points de vue difficilement conciliables entre eux : la liberté de croyance des professeurs et leur revendication d'avoir tous les mêmes conditions d'accès à l'enseignement ; le droit éducatif des parents, spécialement en ce qui concerne les questions philosophico-religieuses ; la liberté de croyance des élèves ; l'obligation de l'État à la neutralité religieuse et philosophique. À l'été 2004, les Länder de Bade-Wurtemberg, de Basse-Saxe et Berlin auront modifié en ce sens leur législation scolaire ou le droit de leurs fonctionnaires ; dans d'autres Länder, la Bavière, la Sarre et la Hesse, ces mesures sont en préparation. Des associations musulmanes redoutent une discrimination croissante en public des femmes voilées, d'autres voix s'élèvent pour dénoncer l'interprétation arbitraire du voile comme symbole politique et soulignent le danger d'une attitude différente selon les religions si on interdit le symbole d'une seule religion et si, par ailleurs, on ne procède à aucun autre changement. Johannes Rau, ancien président de la République fédérale, a, dans une allocution fort remarquée, insisté sur les implications qu'entraînerait une interdiction du port du voile²³. « Il faudra bien que

21. Cf. Raimund Hoenen, « Lebensgestaltung – Ethik – Religionskunde (LER) » in *Neues Handbuch religionspädagogischer Grundbegriffe*, München : Kösel 2002, 92 p.

22. voir http://www.bverfg.de/entscheidungen/rk20031124_1bvr223203.html

23. Cf. *die Frankfurt Rundschau* du 23 janvier 2004, ou *epd-Dokumentation* 6/2004, S. 4-0 ; ou encore <http://www.bundespraesident.de>

l'État neutre prenne en compte les convictions de communautés différentes et distinctes qui ont leurs valeurs propres et leurs repères (...) Notre société n'est pas un espace affranchi de toute religion et la religion ne relève pas simplement de la sphère privée. Le caractère officiel de la religion est chez nous chose reconnue ». Rau entend, au nom de la tolérance et du respect, « que l'on accepte le droit à l'existence d'autres vérités et convictions religieuses, même si l'on n'y adhère pas ». Aussi, quels que soient les détournements éventuels (en l'occurrence, ici, le port du voile), ils ne constituent pas un obstacle. Johannes Rau redoute « qu'une interdiction du port du voile ne soit un premier pas vers un État laïc qui proscrireait les symboles religieux de la vie publique ».